différentes directions. Je me tromperais donc moi-même si je regardais l'assemblée actuelle comme étant un parlement complet.

“ Depuis l'ajournement, en effet, il est survenu des circonstances qui rendent hautement désirable une réunion prochaine des députés; mais en ce pays, à cause des circonstances physiques, il faut beaucoup de temps pour que tous les représentants des différentes provinces composant le parlement du Canada puissent se réunir, séparés comme le sont quelques-uns par des distances de plusieurs centaines de lieues de la capitale du pays.

“ En fixant les époques et les saisons de la convocation du parlement, l'exécutif est obligé non-seulement de consulter la convenance de ces députés, mais aussi de protéger les droits fédéraux des provinces qu'ils représentent. Dans ces circonstances, j'ai décidé, sur l'avis de mes ministres, (et lors même que j'aurais différencié d'opinion avec eux sur l'opportunité d'un pareil acte, ce qui n'est pas le cas, c'est un point sur lequel je n'aurais pas hésité à accepter leur recommandation) de nommer une commission royale d'enquête composée de trois personnes d'une telle capacité comme juriconsultes, d'un caractère et d'une autorité tels qu'ils pourront commander la confiance du public, et cela en vertu des pouvoirs dont je suis revêtu par l'acte 31 Viet., chap. 38.

“ D'un autre côté, j'ai résolu, en prorogant le parlement, d'annoncer aux membres des deux chambres mon intention de les réunir immédiatement après que la commission aura terminé ses travaux. Par ce moyen, l'on pourra faire une enquête préliminaire sur ces malheureuses affaires devant un tribunal compétent à interroger les témoins sous serment: tout le temps nécessaire sera donné aux députés des provinces les plus éloignées de faire leurs préparatifs pour une session d'automne, et dans deux mois ou dix semaines de cette date, le parlement entier du Canada prendra une connaissance suprême de l'affaire maintenant pendante entre mes ministres et leurs accusateurs.

“ Messieurs, la situation que nous disons est à la fois critique et embarrassante; mais je ne puis qu'espérer qu'après une étude rétrospective et calme des faits sous tous leurs aspects, vous viendrez à la conclusion qu'en ayant résolu de me laisser guider par l'avis de mes ministres, dans cette circonstance,—ou en d'autres mots, en refusant d'agir comme si les accusations formulées contre eux étaient déjà prouvées, et en adhérant aux arrangements antérieurs et sur la foi desquels bon nombre de vos collègues ne se sont pas rendus ici,—j'ai suivi la ligne de conduite la plus conforme aux maximes d'un gouvernement constitutionnel, et aux égards dus à ceux que le parlement du Canada a recommandés à ma confiance.”

Après le départ des membres, le temps était arrivé de me rendre au sénat. Vers trois heures et demi, l'orateur parut à la barre, et je prorogai le parlement. Il y eut beaucoup d'excitation dans la chambre des communes, à ce que j'appris ensuite. Quant l'huissier de la verge-noire parut, on poussa des cris de *privilege*; mais, autant que j'ai pu le savoir, il ne s'est rien fait de contraire à la dignité et au respect de cette assemblée. Il n'y eut que les ministériels présents, à peu près 55, qui accompagnèrent l'orateur au sénat. L'opposition, qui comptait ce jour-là à peu près treize des amis ordinaires du gouvernement qui avaient signé le mémoire, resta dans la chambre. Au-delà de 70 membres sur deux cents devaient être absents. Tous ces membres, à l'exception de trois, étaient réclamés comme partisans du gouvernement.

Le soir, on tint, sous la présidence de M. Mackenzie, ce qu'on appelle populairement une “ assemblée d'indignation.” J'ai annexé à cette dépêche un compte-rendu de ses délibérations. (No. 6.)

J'ai exposé aussi fidèlement que possible les diverses circonstances qui ont accompagné la récente prorogation. En le faisant, Votre Seigneurie remarquera que je n'ai pas essayé de disputer, et encore moins de dénigrer la conduite de mes ministres dans aucun des cas mentionnés, excepté comme corollaire de la révocation de mes propres actes. C'est le parlement canadien qui devra juger du mérite de leurs actions. En tous